

Étant donné qu'en 1969 nous avons produit pour 72 milliards de dollars et que nous avons consommé pour 44 milliards, le coût de notre production devrait être de 44 milliards. Par conséquent, les consommateurs devraient payer 44 milliards et le solde, soit 28 milliards, devrait être distribué sous forme d'es-compte compensé par des crédits émis par la Banque du Canada. Nous pourrions ainsi ajuster les prix aux faits, aux conséquences et aux réalités et nous pourrions équilibrer le budget du gouvernement. Je crois qu'il n'y a pas d'autre façon de le faire.

Nous serons alors les premiers à emboîter le pas, parce que ce n'est pas le pouvoir que nous convoitons. Nous voulons simplement des réformes, non pas seulement moi et les autres membres du Ralliement créditiste, mais la population du Canada tout entière et c'est au gouvernement au pouvoir qu'il incombe de les apporter. Si l'on ne trouve pas autre chose de mieux que les solutions que nous proposons, tentons-en l'expérience.

L'augmentation constante des impôts et des taux d'intérêt crée une situation intenable et place les citoyens canadiens dans une situation lamentable, et les Canadiens sont obligés de s'endetter toujours davantage pour pouvoir survivre. Il n'y a presque pas de familles, au Canada, qui ne soient endettées par-dessus la tête. Il suffit de constater les dettes des commissions scolaires, des municipalités, des provinces, pour s'en rendre compte. Tous ces organismes gouvernementaux sont au bord de la faillite et l'on ne trouve pas d'autre moyen que d'augmenter les taxes et les impôts, tant au niveau fédéral que provincial. Les autres gouvernements font la même chose.

Les citoyens ne peuvent plus respirer. Tout est «connecté». Toutes les pompes aspirantes de taxes et d'impôts sont «connectées» au corps et à l'organisme canadien, et celui-ci est assez «pompe» qu'il est en train de couler, de s'évanouir. Il faut que ce système de «pompes» de taxes et d'impôts cesse, un bon matin. Et je ne comprends pas pourquoi les syndicats et les ouvriers passent leur temps à faire la grève de l'augmentation de salaire, la grève de l'augmentation de ceci et de cela au lieu de faire la grève des taxes.

Un jour, les contribuables refuseront de payer leurs taxes. J'espère que cette situation affreuse ne se produira pas bientôt. L'équilibre, dans notre pays, disparaîtra. Tout sera détruit et nous serons obligés de tout recommencer à neuf. Nous ne voulons pas tout recommencer à neuf. Nous désirons que tout ce qui a été bien fait, de peine et de misère, demeure. Nous ne voulons pas démolir, nous voulons construire.

Il faut donc mettre de l'ordre dans les orga-

nismes financiers afin de les rendre plus pratiques et plus logiques. Il faut qu'ils soient au service de l'homme. Ils ne doivent pas nous mener au désastre. Nous ne sommes pas d'accord là-dessus et les gouvernements n'ont jamais trouvé de solution au problème.

Les conservateurs progressistes sont contre cette surtaxe de 3 p. 100. Ils disent toutes sortes de choses, mais ils ne présentent pas de solution. Ils ont déjà été au pouvoir et ont fait exactement la même chose que les libéraux. Ils n'ont jamais trouvé de solution au problème. Comme les libéraux, quand on leur expose des moyens logiques de régler les problèmes, ils rient ou n'y croient pas. S'ils estiment que les moyens que nous préconisons ne sont pas bons, qu'ils en trouvent des meilleurs.

C'est ce que je demande pour les citoyens du Canada. Nous devons améliorer la situation et administrer d'une façon équitable et logique. Il faut trouver des moyens permettant à la population de vivre convenablement dans un pays qui regorge de richesses, et quand on constate que le gouvernement s'endette, on trouve cela épouvantable.

Je ne connais personne qui puisse s'endetter seul envers lui-même et c'est pourtant ce que fait notre gouvernement, avec l'organisme financier qui est de travers, qui vole le peuple, en lui imposant des taxes et des impôts exorbitants. On vole le sang économique et ainsi on déséquilibre l'organisme économique.

Au lieu de donner des injections à des personnes qui souffrent de basse pression ou de haute pression, les médecins devraient relever la pression de ceux qui n'en ont déjà pas assez ou en enlever à ceux qui en ont déjà trop. Ils rétabliraient ainsi l'équilibre de la personne humaine.

La maladie de notre économie présente les mêmes symptômes. Elle manque de sang économique, d'équilibre. Notre économie souffre de basse pression et, au lieu de lui injecter des remèdes appropriés pour la remonter en vue de la balancer, on abaisse la pression.

C'est pour cette raison que notre société est déséquilibrée. Nous n'avons jamais connu, depuis la Confédération, de système équilibré. Ceux qui nous ont administrés ont trouvé quelques solutions à ce problème.

On a toujours écouté les grands financiers. On leur a toujours donné tous les avantages et le peuple est demeuré dans la décadence.

J'appuie donc ceux qui demandent le retrait de ce bill, parce qu'il est néfaste, parce que le gouvernement n'en a pas besoin et parce que ce n'est pas ainsi que nous allons régler le problème de l'inflation.

Nous contribuons davantage à l'accroissement de l'inflation dans notre pays, en maintenant les taux d'intérêt élevés, en réduisant